

Une défaite pour les progressistes

Alex Scrivener

Numéro 787, novembre–décembre 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/83779ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Scrivener, A. (2016). Une défaite pour les progressistes. *Relations*, (787), 9–10.

l'occasion de catastrophes humanitaires. Cette approche a entraîné une participation croissante des partenaires à la définition des stratégies et des projets. En même temps, D&P a choisi de s'impliquer dans de nombreux réseaux partageant les mêmes objectifs de justice, le même souci de démocratie. Avec les années, cette pratique originale de la solidarité a doté l'organisme de capacités enviées ailleurs. Parmi celles-ci, celle de mobiliser l'ensemble de ses composantes dans des réflexions visant à trouver des réponses adéquates tantôt aux dérèglements tragiques du monde, tantôt aux problèmes de l'organisme.

Bien sûr, des tensions –souvent le reflet des antagonismes existant au sein de l'Église– ont aussi marqué l'histoire de D&P. Elles se sont habituellement résorbées après des débats et des ajustements des structures: la création d'un comité de liaison formel avec la CECC ou encore la présence d'évêques dans les instances dirigeantes en sont des exemples.

Mais depuis 2009 et sans discontinuer, les critiques ont fait place aux diffamations lancées par la section canadienne de la Campaign Life Coalition, par le biais de son site LifeSiteNews.com¹. Chaque accusation, même démentie par des enquêtes en bonne et due forme, a eu des conséquences graves: l'autonomie de l'organisme s'est rétrécie; son financement par certains diocèses a été soumis à des conditions particulières; des décisions unilatérales ont été annoncées sans préavis, comme l'annulation à la dernière minute de la campagne «Agissons pour la justice», en 2012, jugée politiquement trop délicate. Bref, le travail du personnel a été désavoué à plusieurs reprises et les partenaires, soupçonnés.

Cette crise est survenue alors que le gouvernement conservateur à Ottawa s'est attaqué aux organisations jugées critiques de sa politique étrangère. Comme d'autres, D&P a vu son budget amputé, l'obligeant à réduire son personnel, privant ainsi l'organisme d'une partie importante de sa mémoire institutionnelle et de son expérience de débat au sein de l'Église.

La décision de s'afficher désormais comme Caritas Canada, malgré les oppositions nombreuses à l'interne et à l'externe, apporte aussi son lot d'inquiétudes.

Cela fera-t-il prédominer l'aide humanitaire sur le soutien à la transformation sociale? D&P restera-t-il un mouvement démocratique géré par ses membres?

Si D&P souhaite perpétuer sa mission de solidarité au moment où l'aide internationale se transforme en «industrie», l'organisme peut compter sur des atouts d'importance: des membres engagés partout au pays ainsi qu'un personnel dévoué et convaincu, un réseau de sympathisants fidèles et actifs et des instances démocratiques qui ont la pratique du dialogue respectueux. ☺

1. Lire José Rosario Marroquín, «L'intransigeance de LifeSiteNews», *Relations*, n° 751, septembre 2011.

UNE DÉFAITE POUR LES PROGRESSISTES

Le Brexit entraîne une offensive néolibérale tous azimuts et une montée de la xénophobie au Royaume-Uni.

Alex Scrivener*

L'auteur est responsable des politiques de l'ONG Global Justice Now, basée à Londres

Plusieurs mois se sont écoulés depuis le référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) –le Brexit–, qui s'est tenu le 24 juin 2016. Les partisans de ce retrait l'ont emporté comme on le sait avec 51,9% des voix, contre 48,1%, ce qui a entraîné la démission du premier ministre conservateur David Cameron, remplacé depuis par Theresa May.

Certes, le ciel ne nous est pas tombé sur la tête. Du moins, pas encore. Mais pour ceux qui comme nous, tout en reconnaissant que plusieurs des politiques néolibérales de l'UE sont un réel problème, n'étaient pas favorables au Brexit, et qui regardent par-delà la situation confortable des familles bourgeoises et des politiciens qui pavoisent, l'idée que le Brexit n'est pas si menaçant commence à s'écrouler.

Dans les jours qui ont suivi le référendum, une montée de la violence raciste a été observée. Des enfants d'immigrants se sont fait dire de «retourner chez eux» par leurs camarades, des commerces polonais ont reçu des menaces et des personnes racisées ont été agressées dans la rue. On a voulu y voir le simple effet du hasard. Malheureusement, les statistiques démontrent le contraire. Le nombre de crimes haineux a, en effet, augmenté et reste plus élevé de 50% depuis le référendum –une victoire pour les xénophobes. Malgré la propagande du «*business as usual*», l'Angleterre est un endroit plus inquiétant aujourd'hui qu'avant si vous êtes immigrant ou membre d'une minorité ethnique. Le Brexit a galvanisé les éléments les plus réactionnaires de la scène politique anglaise, qui osent aujourd'hui proposer des politiques encore impensables il y a quelques mois seulement.

Le nouveau secrétaire d'État au Commerce international, Liam Fox, défenseur acharné du Brexit, défend désormais, par exemple, une position favorisant une exploitation accrue des pays du Sud. L'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'UE, qui incarne ce que la Commission européenne fait de plus contraire à l'intérêt public, est vu comme le modèle pour la future en-

SYNDICALISME

Friture sur la ligne

Après des mois de négociations infructueuses avec leur employeur, des employés du restaurant Frite Alors! situé sur la rue Rachel Est, à Montréal, ont formé un syndicat affilié au Syndicat industriel des travailleurs et travailleuses – Industrial Workers of the World (SITT-IWW), une organisation internationale qui cherche à renouer avec les racines du syndicalisme de combat. Les syndiqués ont ainsi réussi à obtenir des hausses de salaire pour les employés de la cuisine et la promesse de négociations futures pour les serveurs, entre autres. Le recours à l'action directe privilégié par le SITT-IWW a également donné d'autres résultats concrets: une des employés liés de près à la création du syndicat, congédiée le 31 août dernier, a été réembauchée sur-le-champ après une manifestation qui s'est transformée en occupation du restaurant, la journée même. Voir: <sitt.wordpress.com>.

tente entre le Royaume-Uni et l'UE, alors que c'est fort probablement la plus grande menace qui pèse sur la capacité du Canada et des pays européens de développer démocratiquement leurs politiques publiques. Le nouveau secrétaire d'État, Priti Patel, veut pour sa part que l'argent destiné à l'aide étrangère le soit en fonction des intérêts commerciaux du Royaume-

Uni. Et l'idée de baisser encore davantage les impôts des entreprises est vite revenue à l'avant-scène, ce qui accélérerait la transformation du Royaume-Uni en un paradis fiscal à part entière.

Même l'éducation n'est pas épargnée. Alors que les « *grammar schools* » – ces écoles certes publiques mais réservées aux meilleurs élèves – semblaient enfin une chose du passé (sauf quelques exceptions), elles reviennent en force.

Face à cette offensive tous azimuts, les forces sociales progressistes du Royaume-Uni peinent à répondre. Si la campagne pour le Brexit et la xénophobie qu'elle a stimulée ont soulevé des protestations (les manifestations « *Refugees Welcome* » par exemple), les progressistes restent en mauvaise posture. Le conflit en cours au Parti travailliste, qui divise les partisans de Jeremy Corbyn, son chef, et ceux qui veulent son départ, en distrait plusieurs. Cela n'aide en rien les luttes urgentes à mener alors que le gouvernement de Theresa May déplace rapidement le centre de gravité politique du Royaume-Uni vers l'extrême néolibéralisme et un nationalisme nostalgique. Des éléments de la gauche politique semblent même avoir abandonné l'idée de défendre le principe de la libre circulation des personnes, tentant, au mieux, de limiter les dégâts.

Cela est inacceptable. Que le Royaume-Uni ait décidé de quitter l'Union européenne ne signifie pas qu'un chèque en blanc a été signé aux éléments les plus réactionnaires du pays pour faire ce qu'ils veulent. C'est pourquoi notre mouvement, Global Justice Now (ex-World Development Movement), a identifié sept sujets prioritaires englobant des enjeux tels que la libre circulation des personnes, les droits des travailleurs et les changements climatiques, qui ne doivent pas faire l'objet de reculs ou de compromis lors des négociations avec l'UE. Partout au Royaume-Uni, on voit des signes d'une résistance qui se développe pour faire face aux conséquences d'un Brexit qui signifie, dans les faits, une autre avancée du programme néolibéral. Le temps presse. ☺

* Traduit par Matthew Nini, en collaboration avec Catherine Caron.

LA TURQUIE ENTRE L'IMPASSE ET L'INCONNU

La volonté de la Turquie de s'ériger en modèle politico-économique dans la région a été contrecarrée par le conflit syrien.

Samir Saul

L'auteur est professeur d'histoire à l'Université de Montréal

La Turquie fait beaucoup parler d'elle. Attentats, putsch raté, purge des opposants au régime et revirements diplomatiques l'ont mise à l'avant-scène de l'actualité internationale. Théâtre d'une lutte à finir entre deux courants islamistes, elle passe de l'affrontement à la réconciliation avec la Russie, fait l'inverse avec les États-Unis, s'en prend aux Kurdes avec qui l'apaisement était acquis, commandite le djihadisme en Syrie et subit le terrorisme comme un effet boomerang. Tensions intérieures et turbulences internationales provoquent chez elle retournements fréquents et politiques contradictoires.

Essayons de comprendre ce qui s'y passe. La Turquie s'engage dans la voie néolibérale en 1981. Son économie s'ouvre et s'intègre à l'économie mondiale. Les forces du marché en deviennent le moteur. Il s'ensuit des désordres économiques et politiques. Arrivé au pouvoir en 2002, le Parti justice et développement (AKP) prend la suite d'une autre formation islamiste, le Parti de la vertu, dissous en 2001. S'il représente les milieux d'affaires, il dispose aussi d'une base populaire. L'AKP bénéficie de la croissance de l'économie internationale. « Émergente », l'économie turque se situe alors au 17^e rang dans le monde.

La Turquie se pose en modèle de pays alliant une économie de marché, un constitutionnalisme politique et un islam conservateur. Désespérant de pouvoir adhérer à l'Union européenne, elle joue de ses atouts linguistiques ou religieux pour nouer des relations avec les populations turcophones des ex-républiques sovié-

La FAE fête ses 10 ans

Depuis dix ans, la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) se mobilise pour défendre l'école publique à travers la dénonciation des coupes budgétaires, la lutte pour le maintien de l'égalité des chances ou encore la revendication de meilleures conditions de travail pour les enseignants. Son président, Sylvain Mallette, estime que la FAE « porte une vision humaniste de l'école publique, en proposant des solutions réalistes et viables qui s'enracinent dans le quotidien des profs ». La fédération regroupe aujourd'hui huit syndicats qui représentent 34 000 enseignantes et enseignants québécois. Ses orientations pour les trois prochaines années ont été définies à la fin juin lors de son 6^e congrès. Voir : <lafae.qc.ca>.

FOUCAULD

Prophète des temps modernes

Le centenaire de la mort de Charles de Foucauld, tué le 1^{er} décembre 1916 en plein désert du Sahara où il vivait en ermite, mais aussi en plein conflit mondial et civilisationnel, est ponctué de colloques et d'ouvrages qui actualisent de façon étonnante l'œuvre du moine d'origine française. Un colloque international se tiendra à l'Université Laval les 2 et 3 décembre 2016. Intitulé *Charles de Foucauld, une spiritualité en marche*, il explorera le sens de cette spiritualité, entre réformes monastiques et révolution évangélique du quotidien. Parmi les ouvrages parus, retenons *Foucauld après Foucauld* de Jean-François Six (Cerf, 2016), qui explore les différentes interprétations de la façon dont ce moine a incarné ses trois grandes passions : la vie, l'absolu et les autres. C'est comme si la sécularisation et la mondialisation interculturelle actuelles en faisaient un prophète des temps modernes et un précieux compagnon de marche dans les confrontations existentielles. Voir : <charlesdefoucauld.ca>.